

Questions / réponses relatives à l'appel à candidatures LEADER 23-27

- Quand les fiches actions FEADER seront-elles validées ?

La rédaction des fiches actions FEADER de la déclinaison régionale à la Réunion du Plan Stratégique National (PSN) pour la PAC est en cours de finalisation. Dès validation par le Conseil départemental en sa qualité d'autorité de gestion, ces fiches actions seront mises en ligne sur le site Internet du Département (<https://www.departement974.fr>).

- Les Fiches Actions FEADER seront-elles susceptibles d'être modifiées après la date limite du dépôt des candidatures (le 15/03/23) ?

D'une part, tant que les fiches action 23-27 ne sont pas validées en commission permanente, elles peuvent encore évoluer, d'autre part, à l'instar du programme FEADER 2014-2022, l'autorité de gestion FEADER aura la possibilité de modifier les fiches actions pour les adapter, le cas échéant, aux besoins du territoire et/ou aux exigences du PSN. Toute modification de ces fiches action sera soumise à consultation et validation des instances ad hoc (partenariat, commission permanente du Département etc.).

- Dans l'annexe 4, que faut-il comprendre précisément par « JA/CUMA + Agriculteur inscrit à l'AMEXA à titre principal sauf si exploitation située sur le territoire d'un GAL proposant ce dispositif d'aide » (colonne « public éligible ») et « Opération majoritairement sur le territoire d'un GAL + dispositif inclus dans la stratégie du GAL = LEADER » (colonne « lignes de partage ouvertes ») ?

L'annexe 4 à l'appel à candidatures LEADER 2023-2027 précise les lignes de partage à respecter pour toute candidature souhaitant proposer des dispositifs déjà prévus dans le cadre de la déclinaison du PSN à la Réunion (fiches actions FEADER 23-27). En effet, à des fins de simplification et de sécurisation, l'autorité de gestion souhaite clarifier les lignes de partage et ainsi éviter les problématiques opérationnelles de gestion de dispositifs similaires entre LEADER et les fiches actions FEADER.

Dans le cadre de cette annexe 4, toute candidature LEADER pourra proposer de mettre en œuvre sur son territoire, un ou plusieurs dispositif(s) déjà prévu(s) par une/plusieurs fiche(s) action(s) FEADER. Le cas échéant, deux possibilités sont proposées :

1. Le candidat peut proposer un ou plusieurs dispositifs du FEADER en ne ciblant que les agriculteurs à titre secondaire : dans ce cas, le candidat peut adapter le ou les dispositifs en fonction de sa stratégie.
2. Le candidat peut proposer un ou plusieurs dispositifs du FEADER en ciblant également le public éligible de la ou des fiche(s) action(s) FEADER : dans ce cas, le candidat devra mettre en œuvre l'intégralité de la fiche action sur son territoire (+ agriculteurs à titre secondaire le cas échéant), dans les modalités prévues par cette fiche action. Il est à préciser que si le candidat ne cible qu'un des publics éligibles de la fiche action FEADER, son dispositif devra tout de même inclure l'ensemble des publics éligibles de cette fiche action.

Par ailleurs, l'appel à candidatures précise page 5, que « la zone d'activité du GAL, pour la période 2023-2027, est limitée à la zone des Hauts de l'île comprenant le cœur du parc national et l'aire optimale d'adhésion tel que défini par décret n°2007-296 du 5 mars 2007 créant le Parc National de La Réunion. » Avec la mention « opération majoritairement située dans les Hauts », l'annexe 4 à l'appel à candidatures précise que pour tout projet dont l'opération serait située précisément sur la limite des Hauts (à cheval entre les Hauts et les Bas), celle-ci serait éligible à un soutien de LEADER si

et seulement si elle est majoritairement située dans les Hauts. Il reviendra alors au porteur de projet d'en faire la démonstration.

Pour précision : les projets de fiches actions FEADER sont communicables sur demande à l'autorité de gestion.

- **Concernant l'annexe 4, le GAL peut-il proposer une ligne de partage intermédiaire ? (exemple : un montant plafond de projet au-delà duquel le GAL n'interviendrait pas ?)**

L'annexe 4 à l'appel à candidatures LEADER pour la période 2023-2027 est le cadre fixé en vue de la réponse à l'appel à candidatures LEADER. Cette annexe a vocation à présenter les grands principes en termes de lignes de partage entre LEADER et les fiches actions FEADER issues de la déclinaison régionale du PSN, et ainsi permettre une analyse équitable des différentes candidatures. Ces lignes de partages peuvent évoluer avant ou après validation des fiches actions jusqu'à la stabilisation complètes de tous les cadres d'interventions de tous les fonds. Les candidats devront élaborer leurs propositions en respectant le cadre en vigueur au moment de l'écriture de leurs dispositifs.

- **Dans l'annexe 4, concernant la précision « dispositif inclus dans la stratégie du GAL = LEADER » : si le GAL choisit de retenir le dispositif visé par une FA FEADER pour son territoire, et que cela signifie qu'il a l'obligation d'appliquer automatiquement et intégralement la Fiche Action FEADER concernée, comment gérer la problématique de la consommation rapide de l'enveloppe pour les porteurs de projets qui souhaiteraient déposer un dossier une fois l'enveloppe intégralement consommée au niveau du GAL? Est-ce que la fiche action serait fermée pour le GAL et ré-ouverte par l'AG qui lui attribuerait une enveloppe supplémentaire ? Ou le GAL se verrait-il réabonder son enveloppe de sorte à ce qu'il puisse continuer d'instruire ces dossiers ?**

Comme l'indique l'appel à candidatures LEADER 23-27, l'enveloppe FEADER pour le dispositif LEADER à la Réunion est de 19M€ (page 3).

Si un ou plusieurs GAL choisit de retenir un dispositif visé par une Fiche action FEADER, celui-ci devra appliquer intégralement les modalités de cette fiche action sur son territoire et déterminer l'enveloppe dédiée. Dans l'hypothèse d'une part, où l'enveloppe serait consommée avant le terme de la période de programmation, et d'autre part, qu'il y aurait des dossiers de demande d'aide déposés et en attente de fonds supplémentaires, une option sera possible : le GAL pourra opérer un transfert de crédits au sein de sa maquette financière soit par décision du comité de programmation, soit par avenant à la convention AG/GAL (les modalités précises de ces possibilités de transferts seront définies dans la convention AG/GAL). Il est à noter que cette possibilité sera à apprécier selon la stratégie mise en œuvre par le GAL dont les membres du comité de programmation en seront les garants.

Si le GAL ne souhaite pas abonder son enveloppe, la mesure sera alors « fermée » ou bien restera ouverte et le GAL mettra les dossiers en liste d'attente. Ces dossiers en attente seront alors programmés qu'au fur et à mesure des désengagements de crédits sur ce dispositif concerné du GAL.

- **Fiche action FEADER relative au soutien aux outils agro-industriels : est-il confirmé qu'il n'y aura pas de limite d'intervention à 10 000€ sur cette fiche action (limite imposée sur les dispositifs économiques en lignes de partage avec le FEDER) ?**

Les fiches actions du FEADER ne prévoient pas de limite d'intervention à 10 000€ sur le soutien aux outils agro-industriels. Cette limite financière est prévue sur les dispositifs en lignes de partage avec le

programme FEDER 2021-2027. Les mesures concernées sont précisées dans l'annexe 4 à l'appel à candidatures LEADER 2023-2027.

A noter, que pour la transformation des produits de l'annexe 1 du TFUE en annexe 1 du TFUE, Leader peut financer tout porteur de projet non listé dans la FA 73.031

- **Les projets de transformation à la ferme seront-ils limités à 10 000 € ?**

S'agissant du plafond de 10 000€ en référence au plafond actuellement appliqué sur le montant total maximal des projets « économiques » éligibles aux mesures LEADER 2014-2022 (ligne de partage avec le programme FEDER), l'Autorité de Gestion FEADER est dans l'attente d'un retour de l'Autorité de gestion FEDER.

- **Si un GAL rédige une fiche action visant à intervenir sur des plantes non listées dans une fiche action agricole du FEADER, sera-t-il possible dans le cadre cette fiche action du GAL, d'autoriser la logique de projet global et ainsi de rattacher à ce projet, des dépenses d'investissement prévues par d'autres fiches actions ?**

Dans le cas où le GAL souhaite rédiger une fiche action visant à financer la mise en production de plantes pérennes non listées dans la partie VII.2 « modalités financières » de la fiche action « 73.013 – aide à la diversification végétale », le GAL aura la possibilité de soutenir le financement d'équipements dédiés à cette mise en production et listés parmi la nature des dépenses éligibles dans la partie V-1 « Mise en production de plantes pérennes et création de supports de culture » de cette même fiche action.

- **Si certains GAL souhaitent prendre la main sur l'intégralité d'un dispositif prévu par une fiche action FEADER, mais que d'autres GAL ne le souhaitent pas, est-il confirmé qu'une logique d'harmonisation des dispositifs sur tous les territoires ne sera pas imposé aux GAL ? Dit autrement, est-il confirmé que les GAL ne prenant pas la main sur ce dispositif ne pourront pas se voir imposé de mettre en œuvre ce dispositif, afin de ne pas créer de différence entre les territoires des Hauts ?**

L'appel à candidatures LEADER 23-27 invite des territoires organisés sur le territoire de la Réunion, à déposer une candidature pour devenir GAL, sur la base d'une stratégie qui lui est propre. Si les termes de l'appel à candidatures sont respectés par le candidat et que celui-ci est retenu, alors cette candidature et ses modalités de mise en œuvre seront considérées comme un outil de développement local unique et dédié à la stratégie du territoire et ses spécificités. Sauf à ce qu'il soit identifié une incohérence avec l'appel à candidatures, il n'y aura pas de dispositif imposé à ce GAL.

- **La présentation d'un projet de coopération est-elle obligatoire dans la candidature LEADER 2023 - 2027 ?**

Si par « projet de coopération » on entend « actions de coopération transnationale et territoriale » telles que soutenues par le T.O. 19.3.1 du PDRR 2014-2022, alors les règlements européens n'imposent pas ce type de projets dans les candidatures LEADER.

Il est à préciser que l'appel à candidatures LEADER permet de proposer ce type d'actions de coopération INTER-GAL hors Océan Indien, dans la priorité « culture et mise en valeur du territoire » (Cf. point 4.2 « priorités ciblées »).

- **Les projets agritouristiques seront-ils limités à 10 000 € ?**

S'agissant du plafond de 10 000€ en référence au plafond actuellement appliqué sur le montant total maximal des projets « économiques » éligibles aux mesures LEADER 2014-2022 (ligne de partage avec le programme FEDER), ce plafond s'applique aux projets agritouristiques.

- **Pour les projets agricoles, un GAL pourrait-il proposer de subventionner :**
 - o **tous types de projets agricoles en agriculture raisonnée (critères à définir) et/ou en agriculture biologique, qui rentreraient dans la stratégie du GAL ?**

Dans le respect des lignes de partage prévues à l'annexe 4 de l'appel à candidatures leader 2023-2027, il est possible de subventionner des projets en agriculture raisonnée ou biologique.

- o **Des vergers diversifiés en mélanges d'espèces pérennes sur une surface maximale de 3 ha ? (se limiter à des espèces pérennes non comprises dans la liste des plantations subventionnées au FEADER n° 73.013 nous paraît assez compliquée et non pertinent pour la cohérence d'un projet global).**

LEADER a pour vocation de proposer des approches innovantes en termes de contenu et/ou de méthode (cf. AAC p.4). Toute proposition en ce sens est vivement encouragée dans le cadre du présent appel à projets.

Ainsi, si les « vergers diversifiés en mélanges d'espèces pérennes » sont, dans le cadre de la stratégie proposée, des exploitations qui revêtent un caractère identitaire affirmé et qui répondent à une définition reconnue et des modalités de mise en œuvre et de vérifications précises, le candidat peut faire une proposition de dispositif en ce sens. Cette proposition sera analysée au regard des éléments apportés par le candidat et permettra, le cas échéant, de proposer un dispositif spécifique finançable avec LEADER.

- **Fixer des seuils d'intervention maximale pour les projets de mécanisation dans les Hauts (ce qui exclurait de fait, certains agriculteurs des Hauts qui dépasseraient ce seuil) ?**

Dans le cadre proposé par cet exercice de réponse à l'appel à candidatures LEADER, seules les lignes de partage prévues à l'annexe 4 sont applicables.

- **Les GAL seront-ils libres de fixer leur propre TMAP, indépendamment des taux affichés au FEADER ?**

Les Taux Maximum d'Aide Public (TMAP) sont définis par les règlements européens, les régimes d'aide d'Etat, et le Plan Stratégique National. Toutes les fiches actions FEADER et LEADER doivent prévoir les modalités financières qui permettent de les respecter.

Dans ce cadre réglementaire global qui fixe les limites d'intervention financière au sein des fiches actions, les GAL peuvent proposer des Taux d'Aide Publique (TAP) différents uniquement dans le cas de dispositifs qui ne sont pas repris d'un dispositif FEADER existant. Formulé autrement, si le dispositif LEADER reprend un dispositif existant du FEADER, il doit en respecter les modalités financières et appliquer les mêmes TAP indiqués.